LES LIMITES DU CORDON SANITAIRE

Analyse de la couverture médiatique de la venue de Jordan Bardella à Bruxelles pour une séance de dédicace de son livre.

ZiNTV

2025

Table des matières

Introduction **p.3**

Comment se saisir de cet outil ? **p.5**

Le cordon sanitaire **p.7**

Analyse d'un article **p.11**

Conclusions **p.20**

Bibliographie **p.22**

Introduction

« À l'heure où les monstres de Gramsci semblent bel et bien avoir quitté les confins du clair-obscur pour s'afficher au grand jour, le chapitre du « monde d'après » ne pourra être que décolonial ou il ne sera pas. »[1]

Ce dossier pédagogique part d'une séquence médiatique précise – la venue de Jordan Bardella à Bruxelles et sa couverture par plusieurs médias belges – pour interroger les limites du cordon sanitaire médiatique et, plus largement, le rôle que jouent les médias grand public dans la normalisation des idées d'extrême-droite. Il propose des outils d'analyse et d'animation à destination d'enseignant·es, d'animateur·rices, de militant·es, de syndicalistes ou de travailleur·ses du secteur associatif souhaitant travailler, avec des groupes, sur les représentations médiatiques de l'extrême-droite, sur les rapports de pouvoir qui structurent l'espace public et sur les enjeux démocratiques que cela soulève.

Concrètement, le dossier se compose de plusieurs volets complémentaires : un rappel historique du cordon sanitaire politique et médiatique en Belgique ; une analyse détaillée d'un article de la *Dernière Heure* et d'autres éléments de la séquence médiatique autour de la venue de Bardella à Bruxelles; ainsi que des propositions d'activités pour travailler ces enjeux en atelier ou en classe.

L'ensemble de cette séquence met en évidence les limites du cordon sanitaire médiatique. Même quand il est formellement maintenu, cela n'empêche pas les médias généralistes, quel que soit leur ligne éditoriale, de traiter un dirigeant d'extrême-droite comme une personnalité politique et culturelle comme les autres. En mettant Jordan Bardella au centre du récit, en reprenant largement ses éléments de langage et en reléguant au second plan les revendications des manifestant·es et la violence de la répression, ces médias contribuent à normaliser les idées de l'extrême-droite et ses visions du monde.

Il ne s'agit pas d'accident ou dérapages, mais autant d'étapes d'un processus plus large de fascisation, où les médias grand public jouent un rôle actif en normalisant des thèmes et des acteurs d'extrême-droite. Car la montée de l'extrême droite ne se mesure pas seulement à ses scores électoraux, mais aussi à la manière dont ses modes de pensées, ses éléments de langage infusent l'ensemble du paysage politique et médiatique.[2]
La dynamique néofasciste ne se réduit pas à l'accession au pouvoir d'un parti mais travaille en profondeur les institutions, le droit, la police, les médias et le débat public.

Cette séquence s'inscrit dans un processus plus large où des instruments et imaginaires forgés dans les contextes coloniaux (hiérarchisation des vies, déshumanisation de certain·es et légitimation de violences d'État massives) se manifestent aujourd'hui de manière plus ouverte et plus brutale, comme l'a montré, de façon particulièrement crue, la séquence médiatique autour du génocide en Palestine. On a rarement assisté à une telle désacralisation de la vie humaine et un tel soutien, explicite ou implicite, à un gouvernement menant une politique ouvertement exterminatrice et raciste. Les grands médias ont contribué à rendre cette violence pensable.
C'est dans ce cadre que la manière dont des médias belges ont couvert la venue de Bardella doit être lue : comme une déclinaison parmi d'autres d'un mouvement de fascisation, où la violence d'État, le racisme et la remise en cause des droits fondamentaux sont dorénavant présentés comme des options politiques ordinaires.

Néo-fascisme, fascisation

Nous reprenons l'idée d'Ugo Palheta qui distingue « fascisme » et « néofascisme » pour marquer les différences de contexte, de formes d'organisation et de stratégie entre les années 1930 et aujourd'hui. Parler de « néofascisme » permet d'actualiser la matrice fasciste dans les conditions contemporaines (néolibéralisme, affaiblissement des organisations de masse, médiatisation, parlementarisation partielle) et mettre en lumière qu'il existe continuités avec le fascisme des années 1930 mais aussi des transformations.

La fascisation, quant à elle, désigne le processus par lequel l'extrême-droite cesse d'être une « marge » pour devenir un pôle légitime qui reconfigure l'ensemble du champ politique, étatique et médiatique. Autrement dit, a fascisation est le processus par lequel les idées, les affects et les acteurs de l'extrême-droite deviennent hégémoniques et rendent pensable voire acceptable un pouvoir néofasciste.[3]

Comment se saisir de l'outil ?

Ce dossier pédagogique est conçu pour être utilisé dans des contextes variés : enseignement secondaire supérieur et supérieur, éducation permanente, formations syndicales, travail associatif, collectifs militants et ateliers de médias citoyens.
Il peut servir de support à une séance unique d'analyse d'articles, à un cycle de plusieurs ateliers combinant contextualisation historique du cordon sanitaire, analyse de la séquence Bardella et réflexion sur la normalisation des discours d'extrême-droite, ou encore à des formations de formateur·rices souhaitant outiller d'autres groupes à la critique des médias et au décryptage des discours d'extrême droite.

Questionner les représentations initiales

- Proposez aux participant·es d'écrire, en quelques mots sur des post-it, ce qu'iels associent spontanément à : « Jordan Bardella », « extrême-droite », « cordon sanitaire », « antifascisme »
- Rassemblez toutes les réponses pour former un grand nuage de mots sur un mur ou un tableau.
- Discutez ensemble : Quelles associations sont majoritaires ? Plutôt positives, négatives, neutres ? Quelles idées opposées apparaissent ? D'où viennent les références ? (expériences personnelles, médias, discussions familiales,…)

Analyser l'article

Qui a la parole ?
Qui s'exprime ? Qui n'est pas entendu ?
Identifier les acteurs présents ou absents dans le débat médiatique et questionner la pluralité des voix dans la construction de l'information.
Quelles images d'illustration ?
Quelles photos ou illustrations ont été choisies ? Quels éléments visuels attirent l'attention ? Est-ce qu'elles orientent votre perception ?
Comprendre l'influence du visuel sur notre perception et nos émotions et analyser sa capacité à orienter le récit ou à renforcer des stéréotypes.
Quels sont les mots qui reviennent le plus souvent ?
Quels mots ou expressions sont récurrents ? Quelles valeurs ou émotions véhiculent-ils ?
Repérer le lexique dominant et analyser son impact notre perception
Construire un nuage de mots à partir des articles
Quels sont les mots absents ?
Quels termes ou concepts ne sont jamais utilisés ? Quelles réalités restent invisibles ?
Identifier les non-dits, et comprendre ce qu'ils occultent du débat.

Organiser un débat mouvant

Un débat mouvant est une méthode d'animation pédagogique participative où les participant·es sont invité·es à se positionner physiquement dans l'espace en fonction de leur opinion sur une question, puis à argumenter et éventuellement à changer de place au fil des échanges

- L'animateur·rice pose une question clivante et définit deux pôles dans la salle : « d'accord » et « pas d'accord ».
- Chacun·e se place spontanément selon sa réponse. Les participant·es expliquent leur choix devant le groupe, développant leurs arguments.
- Ceux et celles qui entendent des arguments convaincants peuvent changer de camp à tout moment, matérialisant ainsi une évolution réelle des opinions.
- L'animateur·rice peut introduire de nouveaux éléments sur base de ce dossier et d'autres sources, nuancer le débat ou proposer des positions intermédiaires pour affiner la réflexion.

« Inviter Jordan Bardella dans les médias belges, c'est normal : tous les responsables politiques devraient pouvoir s'exprimer. »

« Le cordon sanitaire médiatique est une forme de censure contraire à la liberté d'expression.»

« Les manifestations antifascistes sont trop violentes et rendent l'extrême droite plus forte. »

« La zone neutre autour des institutions est un outil de sécurité indispensable, pas un instrument politique. »

Réécrire l'article

- **Changer le point de vue :** réécrire le passage du point de vue
- d'un·e manifestant·e,
- d'un·e habitant·e du quartier,
- d'un·e journaliste de média militant venu documenter les violences policières.

Que devient le récit ? Quelles informations et émotions apparaissent ou disparaissent ?

- **Réintroduire les absents :** garder la structure de l'article original mais y intégrer :
- les revendications des collectifs antifascistes,
- une mise en contexte de la zone neutre,
- des éléments sur le cordon sanitaire médiatique et sa logique.

En quoi cette version modifie-t-elle la perception de la manifestation et de la venue de Bardella ?

Le cordon sanitaire[4]

« *La liberté d'expression ne doit pas être confondue avec l'obligation, pour les médias, de diffuser toutes les opinions.* » C'est ce que rappelle le Comité de déontologie journalistique, l'organe d'autorégulation des médias francophones et germanophones de Belgique.[5]

Le cordon sanitaire belge est un ensemble d'accords politiques et de pratiques médiatiques visant à **isoler les formations jugées antidémocratiques** (partis ou mouvements dont le programme ou le discours contrevient aux principes démocratiques et aux lois réprimant le racisme, la discrimination ou le négationnisme) afin d'empêcher qu'elles accèdent au pouvoir et de limiter leur visibilité.
Il se compose de deux volets : **un cordon sanitaire politique**, qui repose sur le refus des autres partis de former des coalitions avec ces formations et **un cordon sanitaire médiatique**, en Belgique francophone, qui consiste pour les rédactions à ne pas leur offrir de temps de parole libre en direct et à soumettre leurs propos à un cadrage journalistique critique et contextualisé. Mis en place au début des années 1990, ce dispositif se veut un garde-fou destiné à protéger les valeurs démocratiques. Cette combinaison d'un cordon sanitaire politique et d'un cordon sanitaire médiatique formalisé et encadré juridiquement (en Belgique francophone) est un dispositif unique en Europe.[6]

Le cordon sanitaire politique

Le 24 novembre **1991**, le **Vlaams Blok** fait une entrée fracassante sur la scène politique belge.
Le parti d'extrême droite nationaliste flamand qui existe depuis 1978 n'avait jamais obtenu plus de 2 députés à la Chambre. Ce jour-là il va récolter 10,3 % des voix et obtient 12 sièges à la Chambre. Un élu francophone d'extrême droite du Front national fait également son entrée dans cette assemblée. Cette percée électorale sans précédent donnera le jour à l'expression de "dimanche noir" dans l'histoire politique belge. Il marquera le début de l'ascension de la formation politique qui sera rebaptisée "Vlaams Belang" en 2004 à la suite d'une condamnation judiciaire.

La Chambre

Assemblée législative qui, avec le Sénat, compose le Parlement fédéral. Elle exerce le contrôle politique sur le gouvernement, vote les impôts et le budget, fixe le contingent de l'armée et joue un rôle prépondérant dans l'adoption des lois.[7]

En **1992**, Philip De Winter, président du Vlaams Blok, publie **un plan en 70 points pour « résoudre le problème de l'immigration »**. « « *Les deux plans en 70 points de 1992 et 1996 sont structurés autour de dix chapitres, qui constituent autant d'étapes de la stratégie visant explicitement à atteindre un objectif « (quasi) zéro étrangers » en Belgique. Les mesures pour atteindre cet objectif final sont chacune justifiées sur la base de rhétoriques xénophobes et complotistes reposant sur la figure de la personne étrangère « profiteuse », « voleuse d'emploi », « favorisée », « criminelle », etc.* »[8]
Deux motions du Parlement flamand condamnent ce plan le 19 novembre 1992. Dans la foulée, cinq partis flamands (CVP, PVV, SP, VU, Agalev) concluent **un accord pour exclure l'extrême droite de toute coalition politique**, quel que soit le niveau de pouvoir et de **ne pas faire passer de textes de loi grâce au soutien des élus d'extrême droite.**

Techniquement, ce cordon sanitaire ne repose pas sur une base légale, il s'agit plutôt d'**un accord informel entre partis**. L'ancien secrétaire politique d'Agalev, Jos Geysels précise : « *Ce n'est pas un décret ni une loi, mais un accord politique entre partis démocratiques pour dire que l'on ne collaborera jamais, au niveau exécutif, dans les communes, provinces ou au niveau régional et fédéral avec un parti qui n'obéit pas aux principes fondamentaux de la démocratie…Cela veut dire que tout le monde, peu importe l'origine, la religion ou le genre, est égal. Et le Vlaams Belang, dans son histoire ou actuellement, n'obéit pas à ce minimum d'exigence démocratique* ».

Le maintien du cordon sanitaire en Flandre a subi des turbulences répétées et a parfois été soumis à de vives tensions, même s'il a perduré pendant plusieurs décennies. Le 13 octobre 2024, à l'issue des élections communales, une liste locale du Vlaams Belang (Forza Ninove) a réussi à décrocher une majorité absolue à Ninove tandis que, dans les jours et semaines qui suivent, une alliance a été conclue entre le VB et une ou plusieurs listes locales, d'abord à Ranst (province d'Anvers), puis à Izegem (province de Flandre occidentale) et à Brecht (province d'Anvers). Ces situations ont amené le Vlaams Belang à exercer des responsabilités au sein d'un exécutif pour la première fois de son histoire. Elles ne constituent pas, au sens strict, une rupture du cordon sanitaire puisque, dans le premier cas, les élus du VB n'ont pas eu besoin de partenaires pour se hisser au pouvoir et que, dans les autres cas, les membres du CD&V, de l'Open VLD et de Vooruit participant aux listes locales qui se sont alliées au VB ont immédiatement été exclus de leur parti respectif.
Qui plus est, l'année 2024 a été marquée, avant et après le scrutin local, par une réaffirmation du refus de plusieurs partis flamands de gouverner avec le Vlaams Belang. Néanmoins, elle constitue une étape majeure dans l'histoire du cordon sanitaire en raison de l'accession au pouvoir d'élus clairement membres du parti flamand d'extrême droite.

Côté francophone, l'extrême-droite n'était pas encore signifiante au début des années 90 et il a été plus aisé d'imposer un cordon sanitaire pour anticiper le risque existant. En **1993**, la « charte de la démocratie » est signée par quatre partis politiques francophones (PS, PSC, PRL, FDF). Définissant la stratégie du cordon sanitaire francophone, cette charte formalise l'engagement de ceux-ci à renforcer les acquis de la démocratie, à ne pas se laisser « contaminer » par des idéologies anti-démocratiques et à ne pas gouverner avec l'extrême droite. Cette charte sera réactualisée plusieurs fois par la suite.

En **2022**, après que le président du MR, George Louis Bouchez ait participé à un débat sur la VRT avec le président du Vlaams Belang, Tom Van Grieken, cette charte est à nouveau actualisée par le PS, le MR, Écolo, Les Engagés et Défi. Ce document constitue le fondement actuel du cordon sanitaire politique en Belgique francophone. Néanmoins, pas plus que son équivalent du côté flamand, cette charte ne constitue un texte juridiquement contraignant.

Le cordon sanitaire médiatique

Ce cordon sanitaire politique se double, du **côté francophone uniquement**, d'un cordon sanitaire médiatique. Celui-ci consiste à empêcher que les représentants de formations ou de mouvements antidémocratiques disposent d'**un temps de parole libre en direct à la télévision ou à la radio**, ce qui les exclut des émissions de plateau ou de débat en direct. L'objectif est de pouvoir encadrer ces discours, d'où l'usage privilégié de formats enregistrés et montés.
Les médias sont, par contre, invités à informer sur ces partis et il leur est permis d'interviewer les représentants de ceux-ci, pour autant qu'**une mise en perspective de leur programme** et de leurs propos soit effectuée.
Dès décembre 1991, suite au « dimanche noir » la **RTBF** met en place, sur base de la loi du 16 juillet 1973 dite « Pacte culturel »*, un cordon sanitaire médiatique interdisant l'accès en direct à l'antenne aux représentants de formations qui n'acceptent pas et ne respectent pas les règles de la démocratie. Cette pratique est contestée juridiquement par les partis visés mais le Conseil d'État la valide en **1999** et lui donne **une base juridique explicite**.

Le Conseil d'Etat

Le Conseil d'État est la plus haute juridiction administrative et un organe de conseil juridique du pouvoir exécutif.
Il contrôle la légalité des actes des autorités publiques (arrêtés, règlements, décisions administratives).
Il peut annuler un acte illégal ou suspendre son exécution, à la demande d'un citoyen, d'une association, d'un parti, etc.
Il rend des avis obligatoires (mais non contraignants) sur les projets de lois, décrets, arrêtés importants, pour vérifier leur conformité à la Constitution, aux lois supérieures et aux principes de droit. [9]

Dans les années qui suivent, **la pratique est progressivement reprise volontairement** par l'ensemble des médias francophones audiovisuels et une partie de la presse écrite
Le **Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)** adopte ensuite des recommandations, puis un règlement "élections" (fin 2011) qui encadre la couverture des campagnes. Ce règlement précise que l'accès aux antennes ne doit pas être accordé aux représentants de partis, mouvements ou tendances qui promeuvent des doctrines ou messages liberticides, contraires aux droits fondamentaux (racisme, xénophobie, négationnisme du judéocide, incitation à la discrimination, etc.).
Approuvé pour la première fois par le gouvernement de la Communauté française en **2012**, ce règlement acquiert une force obligatoire : le cordon sanitaire médiatique francophone dispose alors d'un cadre légal explicite via le CSA.

*Qui impose d'associer toutes les tendances idéologiques aux institutions culturelles publiques à condition qu'elles « acceptent les principes et les règles de la démocratie et s'y conforment »

De son côté, le **Conseil de déontologie journalistique (CDJ)** a aussi adopté pareilles recommandations. « *Cet engagement est repris dans le quatrième principe général de la Recommandation du CDJ sur la couverture des campagnes électorales dans les médias, qui mentionne l'engagement des rédactions à ne pas donner d'accès direct à l'expression de candidats, listes, partis, mouvements,… qu'elles identifient comme liberticides ou antidémocratiques, ou dont elles constatent que leur programme ou leur discours entre en contradiction avec les lois réprimant le racisme, le sexisme, la discrimination ou le négationnisme.* »[10]

Analyse d'un article

Dans le cadre de ce dossier, nous nous intéresserons principalement à un article écrit par de G. Dos Santos et publié dans *la Dernière Heure* le 13 novembre 2024 en soirée qui comprend une interview avec Jordan Bardella car **celui pose ouvertement la question de la rupture du cordon sanitaire médiatique**.

Si l'article de *la Dernière Heure* constitue un cas d'école, la plupart des médias grand public ont contribué, par des choix d'écriture similaires, à cadrer la venue de Bardella comme un événement politique et culturel non polémique mais aussi à marginaliser les revendications des manifestant.es qui s'opposaient à sa venue ainsi les violences policières dont iels ont été victimes.

Ce qui démontre à la fois **les limites du cordon sanitaire et une forme de normalisation des violences d'État.**

Actu › Belgique | Interview

L'interview cash de Jordan Bardella à La DH: "Le cordon sanitaire ? Un concept très éloigné de l'idée que je me fais de la démocratie"

Entre deux signatures et trois selfies, le président du parti d'extrême droite français, le Rassemblement national, a accepté de répondre à quelques courtes questions.

Gauvain Dos Santos

Publié le 13-11-2024 à 21h42 - Mis à jour le 24-10-2025 à 13h29

Enregistrer

Jordan Bardella en pleine séance de dédicaces à la Maison de Hongrie, à Bruxelles.

Le Conseil de déontologie journalistique a constaté des fautes déontologiques dans ce contenu journalistique. Sa décision peut être consultéeici.

Le contexte

Le 13 novembre 2024, Jordan Bardella, président du parti français d'extrême-droite le Rassemblement National a été accueilli pour une séance de dédicace de son livre à **la Maison de Hongrie** située rue de la Loi. Pour protester contre cette venue, une manifestation a été appelée par la Coalition antifasciste de Belgique (CAB)[11] et soutenue de nombreux collectifs et associations.

Les mots d'ordre portés par ces collectifs portaient autour du **refus de la banalisation de l'extrême droite et de la contestation de l'accueil réservé à son président** par des institutions dans une zone située aux abords de la "zone neutre", à proximité immédiate des principales institutions fédérales et européennes. En effet, la mobilisation visait aussi le caractère symbolique de la Maison de Hongrie et entendait affirmer que Bruxelles ne peut être utilisée comme vitrine pour ce type de projets politiques. Les collectifs invoquaient la défense de valeurs démocratiques, antiracistes et égalitaires. Plus de mille personnes ont répondu à l'appel à manifester. Cette manifestation a été violemment réprimée par la police de la zone Bruxelles-Capitale/Ixelles.

La Maison de Hongrie

La Maison de Hongrie est un bâtiment acheté par l'État hongrois en 2021 sous le gouvernement du premier ministre d'extrême droite Viktor Orbán. La Maison de Hongrie est présentée officiellement comme un lieu de représentation culturelle et diplomatique visant à promouvoir la culture hongroise, renforcer les relations belgo-hongroises et accueillir des événements politiques, économiques et culturels liés à l'UE. A l'instar, de MCC Brussels, un think tank directement lié à Orbán, la Maison de Hongrie est un outil d'influence du gouvernement Orbán à Bruxelles. C'est la raison pour laquelle les militants antifascistes considèrent que ce lieu est hautement symbolique et constitue une vitrine de projets politiques d'extrême-droite.[12]

Le titre, le visuel et l'avertissement du CDJ

> L'interview cash de Jordan Bardella à La DH : « Le cordon sanitaire ? Un concept très éloigné de l'idée que je me fais de la démocratie »

Le terme **« cash »** dans le titre suggère une interview franche et sans détour et évoque une promesse de proximité et de sincérité. En choisissant comme titre une formule de Bardella présentant le cordon sanitaire comme un concept éloigné de la démocratie, la DH ne se contente pas de rapporter une opinion : elle en fait le cadrage d'ensemble de l'article.
Ce choix éditorial participe à **une désinformation sur la nature et les objectifs du cordon sanitaire**, et s'inscrit de facto dans une remise en cause du cordon sanitaire médiatique lui-même.

Jordan Bardella en pleine séance de dédicaces à la Maison de Hongrie, à Bruxelles.

Ce choix donne une image sympathique de Bardella, celle d'une célébrité proche de ses fans, aimé de la jeunesse. Le geste du selfie renvoie aux codes du divertissement.
Le livre visible en avant-plan rappelle qu'il est auteur et que l'événement est culturel.
Le drapeau français, quant à lui, suggère la respectabilité institutionnelle.

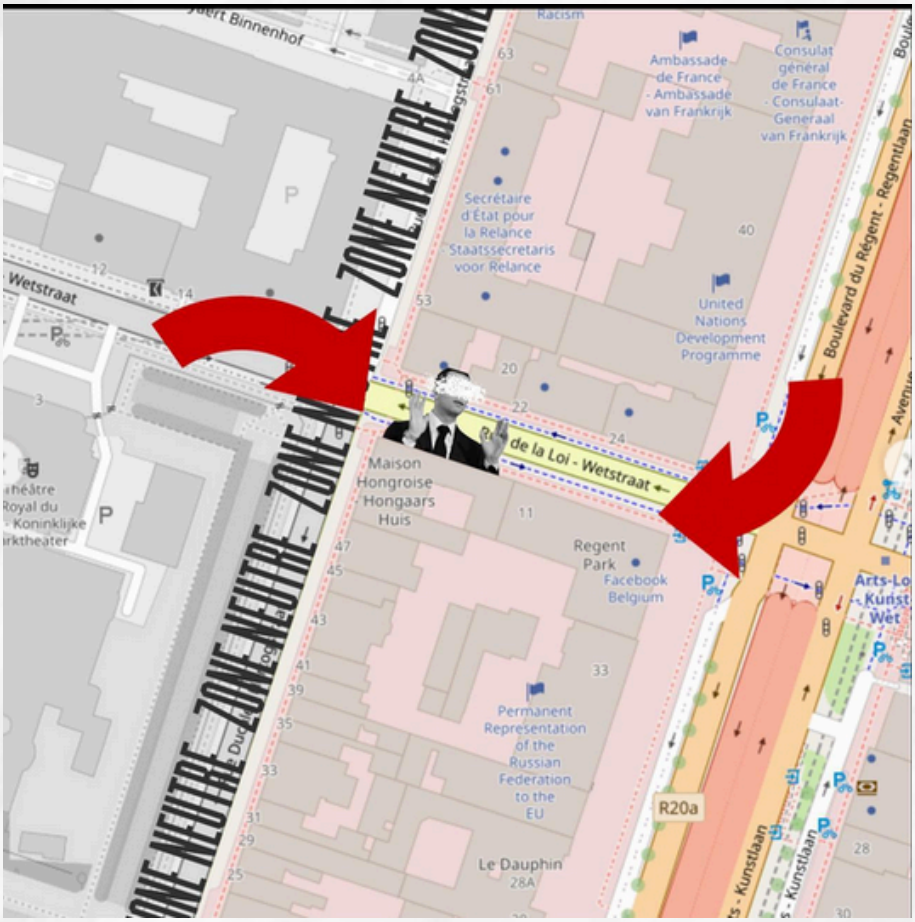
Cet article a fait l'objet de plaintes auprès du conseil de de déontologie journalistique.
En résumé, la CDJ a conclu que « *que le journaliste avait **manqué de distance vis-à-vis de son interlocuteur** par rapport auquel il n'intervenait aucunement, ni dans un premier temps – au moment de l'interview – pour lui demander des précisions sur ses affirmations ou les questionner, ni dans un second temps – entre l'interview et sa diffusion – pour mettre en perspective, vérifier ou recouper les réponses obtenues. Il a également observé qu'en plus d'être incomplète, voire parce qu'elle l'était, l'information donnée au public semblait, en plusieurs points stratégiques de l'article et de la vidéo, et en dépit de leur teneur factuelle, **présenter le Rassemblement national comme une formation politique ordinaire et son président comme un homme politique ou une célébrité comme les autres.** Le Conseil a, par ailleurs, estimé que les mentions et allusions à la nature dudit parti ne changeaient rien à ce constat dès lors que le public ne pouvait se défaire de l'impression d'**une banalisation, voire d'une normalisation, de ce parti et de son président.*** »[13]
La décision du CDJ reconnaît explicitement le manque de distance du journaliste, l'absence de mise en perspective et la banalisation du RN et de son président.

Le chapeau

« Atteindre Jordan Bardella lors de son passage chahuté à Bruxelles n'était pas chose aisée. Mercredi soir, il fallait se faufiler entre la manifestation antifasciste opposée à sa venue, le cordon policier de sécurité tendu autour de la zone neutre et **la masse de fans** réunis dans **la maison de l'Europe** pour réclamer une dédicace apposée sur son livre autobiographique. Finalement, **entre deux signatures et trois selfies**, le président du Rassemblement national a accepté de répondre à quelques courtes questions. »

Le terme « masse » pour parler des « fans » de Bardella suggère **une affluence importante et donc une légitimité forte**. La manifestation, quant à elle, n'est pas décrite. Cela renforce la respectabilité de la venue du président du RN et **minimise la contestation**.
« *Entre deux signatures et trois selfies* » présente Bardella comme une star, quelqu'un de sollicité qui réussit à accorder du temps.
Cette mise en scène occulte son statut de président d'un parti d'extrême droite. Le RN n'apparaît plus comme sujet politique problématique, mais comme l'arrière-plan d'**un moment léger** avec un personnage médiatique.
« *Il fallait se faufiler… finalement, il a accepté* » met en avant le caractère exceptionnel, presque exclusif d'un accès à une célébrité et contribue à faire de lui le centre légitime de l'événement.
Enfin, la séance de dédicace n'avait pas lieu à la maison de l'Europe comme dit dans l'article mais à **la Maison de Hongrie, représentation d'un État dirigé par l'extrême-droite** de Victor Orban (voir page 12).

Capture écran d'un extrait d'un post du collectif AFA Bruxelles (collectif antifasciste bruxellois) qui avait participé à l'appel à manifester, publié le 12/11/24 sur Instagram.



Ce plan met en lumière la localisation de la Maison de Hongrie. Il est accompagné, entre autres, du commentaire suivant (traduit par nos soins) :
« *Ne les laissons pas utiliser l'exceptionnalité belge de la zone neutre pour maintenir à tout prix la présence d'un fasciste dans notre ville* »[14]

La zone neutre[15]

Un article *la Dernière Heure* (version papier) intitulé « *Bruxelles - Levée de boucliers pour et contre la venue de Bardella* » datant du 14 novembre 2024 relaye des propos d'« un proche » de Bardella : « *On a posé la question de savoir si la Maison de la Hongrie était dans la zone neutre. On nous a dit oui… ça tombait bien* ».
La zone neutre est un périmètre autour des principaux lieux de pouvoir (parlement, ministères, palais royal) où les manifestations sont interdites ou fortement restreintes, au nom de la protection du « libre exercice des pouvoirs » et du « bon fonctionnement » des institutions. Historiquement, elle a été pensée comme **un outil pour tenir à distance les mouvements sociaux des lieux de décision,** notamment face à la crainte des mobilisations ouvrières. Des analyses soulignent que la zone neutre sert à éloigner les contestations populaires des centres de pouvoir, au prix d'une restriction du droit de manifester à proximité de ces institutions.
Le soir de la venue de Bardella, ça n'était pas simplement la zone neutre qui était « protégée » par un dispositif policier massif mais également la Maison de Hongrie qui a pu accueillir un leader d'extrême droite et même « bénéficier » d'une protection policière renforcée. Le commentaire du proche de Bardella relayé par la Dernière Heure montre que **le choix du lieu n'est pas neutre** : l'entourage de Bardella se réjouit explicitement de bénéficier du bouclier policier et juridique propre à la zone neutre. Cela est confirmé par le bourgmestre de la Ville de Bruxelles. « V*ous avez vu aussi ce qui s'est passé avec la Maison de Hongrie, qui devient… Le problème, c'est qu'elle est en plus dans la zone neutre. Donc, on a ce problème, vous l'avez vu, avec la problématique de M. Bardella quand il est venu dédicacer son livre, comme par hasard là-bas. C'est parce qu'ils savent que ça nous coince un peu.* »[16]

Le bourgmestre reconnaît ainsi que la localisation de l'événement dans la zone neutre « coince » les autorités (alors même que la zone de police dont il a la tutelle a réprimé les manifestant·es ce soir-là.). Cela confirme que cette zone ne sert pas seulement à « protéger les institutions » mais peut être utilisée comme outil de protection pour un leader d'extrême-droite.
Pourtant, de manière générale, lorsque la zone neutre évoquée, **elle est présentée comme un simple périmètre de sécurité et exclusivement selon la définition policière**. **Aucune mise en perspective** historique ou politique ne permet aux lecteurices de comprendre que la zone neutre est aussi un instrument de gestion des mouvements sociaux, dont l'usage dans ce cas précis bénéficie directement à un dirigeant d'extrême-droite.

Cet extrait d'un article du Soir intitulé « *Appels à manifester contre la venue de Jordan Bardella à Bruxelles : la police réagit* » publié le 11/11/24 en ligne illustre bien comment la zone neutre est présentée exclusivement sous l'angle policier, un périmètre où il serait normal d'interdire toute manifestation pour des raisons de sécurité.

Appels à manifester contre la venue de Jordan Bardella à Bruxelles : la police réagit

S | Par la rédaction

Publié le 11/11/2024 à 20:42 | Temps de lecture: 2 min

Le lancement du livre et la contre-manifestation sont prévus mercredi soir. Mais le lieu de la manifestation est sensible, car la Maison de la Hongrie se trouve juste à l'extérieur de ce que l'on appelle la « zone neutre ». C'est la zone où aucune manifestation ou protestation n'est autorisée pour des raisons de sécurité.

« Nous examinons toutes les actions planifiées dont nous avons connaissance et prenons toujours les mesures appropriées », a déclaré à Bruzz Ilse Van de Keerse, porte-parole de la zone de police Bruxelles-Capitale/Ixelles. « Il n'est pas permis de manifester en zone neutre, nous y veillerons. » « Mais en tant que police, nous essayons toujours d'entrer en dialogue avec les militants. Par exemple, pour voir s'ils peuvent poursuivre leur action un peu plus loin. »

La manière dont la porte-parole de la zone de police présente le "dialogue" policier avec les militants contraste fortement avec les très nombreux témoignages de violences recueillis.
Comme préciser plus haut, cette séquence médiatique est marquée par une rupture du cordon sanitaire médiatique mais elle est aussi révélatrice d'une pratique journalistique récurrente consistant à reprendre quasi exclusivement et sans distance le discours officiel de l'institution policière.

Question n°1

Q : Que pensez-vous de la ville de Bruxelles ? Quel regard portez-vous sur la capitale de l'Europe ?
R : Bruxelles, c'est une partie de mon lieu de travail. **J'y viens régulièrement pour exercer ma mission de député européen, mon mandat**. Je suis un ami de la Belgique, j'y viens très souvent. Je trouve qu'elle commence à prendre les mauvais côtés, les mauvais accents de Paris. Entre **les bouchons et l'insécurité**, notamment aux abords de la gare du Midi, je trouve qu'elle commence à prendre des accents de Paris.

Ce passage permet de présenter Bardella comme **un interlocuteur légitime pour parler de Bruxelles** et de la Belgique : il se pose en travailleur européen et familier des lieux.
Pourtant de nombreuses enquêtes pointent **son implication très limitée au parlement européen** et son absentéisme important en commission. Entre juillet 2019 et décembre 2023, Jordan Bardella a été absent d'environ 70% des réunions de la commission des pétitions du Parlement européen, la seule commission dont il est membre.[17]
Par ailleurs, **la ville est réduite à deux registres** : « bouchons » et « insécurité » qui sont des thèmes centraux du RN. La gare du Midi est un lieu déjà stigmatisé et racialisé dans le débat belge.

Question n°2

Q : Plusieurs mouvements antifascistes sont actuellement en train de manifester devant la Maison de la Hongrie, où nous nous trouvons. Est-ce que cela vous inquiète ?

R : Il y a en Europe des gens qui ont la nostalgie des régimes totalitaires et qui aimeraient voir l'Europe devenir une terre de dictature où seules leurs idées pourraient s'exprimer. Moi, je mène un combat – c'est ce que j'essaie d'exprimer dans ce livre – pour la démocratie, pour la liberté d'expression. Je pense que toutes les opinions doivent pouvoir s'exprimer. Je représente un parti politique qui a recueilli 11 millions de voix lors des dernières élections législatives en France, qui a le premier groupe à l'Assemblée nationale, qui a la première délégation ici, au sein du Parlement européen, devant la CDU allemande. Donc, c'est normal qu'on puisse rencontrer nos lecteurs. Et c'est très paradoxal de voir la gauche manifester contre un livre. La prochaine étape, ils vont brûler le livre, ils vont faire des autodafés ?

Bardella utilise ici **une stratégie rhétorique typique de l'extrême droite** : présenter les antifascistes comme les "vrais fascistes" et en se posant en victime et en dernier rempart de la démocratie. Celles et ceux qui protestent contre un projet autoritaire sont ainsi assimilé.es à des censeurs potentiellement totalitaires. Cela transforme une contestation politique en attaque contre son livre lui-même, donc par extension contre la « culture » et la « liberté d'expression ».
Cela est renforcé par l'utilisation du terme « autodafé ». Bardella convoque un imaginaire de censure et de persécution. Il se place lui-même dans la position de l'auteur persécuté. **En l'absence de contradiction journalistique**, sans rappel historique sur ce que signifie un autodafé, ni mise en perspective sur la nature des manifestations ou sur le projet politique du RN, **l'analogie est plausible**. Finalement, cela sert la promotion de l'ouvrage en présentant sa tournée de dédicaces comme un acte de résistance culturelle face à une supposée censure.

Question n°3

Q : En Belgique, il existe un système pour exclure l'extrême-droite des négociations politiques appelé le cordon sanitaire. Qu'en pensez-vous ?
R : C'est étrange. J'en pense que nous ne sommes pas des animaux et que les gens qui votent différemment de la gauche n'ont pas vocation à être traités comme une maladie, comme des pestiférés. Ce concept est très éloigné de l'idée que je me fais de la démocratie. Ce sont des pratiques très dures, très sévères, antidémocratiques qui me choquent.

La réponse de Bardella **vide le concept de cordon sanitaire de son contenu historique et politique**, pour le transformer en simple violence morale contre des électeurs.
En parlant d'« animaux », de « maladie », de « pestiférés », Bardella présente le cordon sanitaire comme un dispositif de déshumanisation de ses électeurs, et non comme un mécanisme de défense démocratique vis-à-vis d'un projet politique précis.
On passe donc d'un débat politique (sur la nature des programmes d'extrême-droite notamment) à un débat émotionnel sur « les électeurs traités comme des pestiférés ».
Par ailleurs, il présente le cordon comme une invention de « la gauche », ce qui est **factuellement faux**. Tout cela, lui permet de se positionner comme victime de « pratiques très dures, très sévères, antidémocratiques », alors qu'il a été bien accueilli à la Maison de Hongrie, a bénéficié de la protection de la zone neutre. De plus, il peut développer cette idée dans le cadre d'une interview très complaisante.

"Nous ne sommes pas des animaux !"

Entre deux signatures et trois selfies, le président du Rassemblement national a accepté de répondre à quelques questions.

C'est au milieu d'une foule épaisse que nous avons pu interroger Jordan Bardella.

Quel regard portez-vous sur Bruxelles, la capitale de l'Europe ?
"Bruxelles, c'est une partie de mon lieu de travail. J'y trouve qu'elle commence à prendre des accents de Paris."

Plusieurs mouvements antifascistes contre votre présence. Qu'en pensez-vous ?
"Il y a en Europe des gens qui ont la nostalgie des régimes totalitaires et qui aimeraient voir l'Europe nions doivent pouvoir s'exprimer. Je représente un parti politique qui a recueilli 11 millions de voix lors des dernières élections législatives en France. C'est normal qu'on puisse rencontrer nos lecteurs. Et c'est très paradoxal de voir la gauche manifester contre un livre. La prochaine étape, ils vont brûler le livre, ils vont faire des autodafés ?"

Jordan Bardella en pleine séance de dédicace à la Maison de Hongrie, à Bruxelles. © BELGA

politiques appelé le cordon sanitaire. Qu'en pensez-vous ?
"C'est étrange. J'en pense que nous ne sommes pas des

Une peine d'inéligibilité a été requise à l'égard de Marine Le Pen. Êtes-vous inquiet pour elle ?
"Non, parce que je sais que

Dans la version papier de ce article, la phrase « Nous ne sommes pas des animaux » est reprise dans le titre

Rappelons que, ce soir-là, la police a procédé à 40 arrestations. Plusieurs plaintes au pénal ont été déposées par des manifestant.es victimes de violences policières. L'équipe de tournage de ZIN TV n'a pas échappé aux agressions policières, l'empêchant de documenter ces exactions.[18]
Le média Bruxelles Dévie a mené une enquête qui détaille une grande partie de ces violences.
En voici quelques extraits[19] :

> « *Une fois au sol, le policier m'a tout de suite mis la main au cou pour m'étrangler et m'a collé sa gazeuse sur la tempe. […] Je lui ai dit que j'arrivais plus à respirer mais sa seule réponse était « Ta gueule pd », ce plusieurs fois d'affilé, pour finir par me mettre un genou sur la cage thoracique* »

> « *Un policier, qui avait vu mon nom de famille ****, m'a reproché de « me plaindre, mais d'être bien content de pouvoir venir vivre en Belgique pour profiter des aides* » »

> « *Là, le policier qui m'a tabassé mime une arme avec sa main et il fait « poc », « poc », en disant « une balle sur chacune ». A ce moment-là, j'ai peur. Je me dis : « si je me retrouve en cellule avec lui, je sais pas ce qu'il va m'arriver* »

Ces quelques extraits permettent de montrer que l**a répression n'est pas seulement liée au maintien de l'ordre, mais qu'elle est traversée par des logiques idéologiques** (homophobes, racistes, classistes, …). Les pratiques décrites (étranglement, gaz à bout portant sur la tempe, genou sur la cage thoracique, menaces à peine voilées) renvoient à des techniques connues pour leur dangerosité, déjà dénoncées dans d'autres contextes par des organismes de défense des droits humains. Combinées aux insultes homophobes et racistes, elles donnent à voir une violence d'État ciblée sur des corps identifiés comme indésirables et une répression qui ne vise pas seulement à disperser une foule, mais à **punir, humilier, terroriser,** décourager la participation future à des mobilisations similaires.

Au final, celui qui se présente comme victime de pratiques antidémocratiques bénéficie concrètement de la protection de l'État et de la complaisance médiatique, tandis que la contestation de son projet politique est traitée comme un problème d'ordre public à réprimer, et non comme une expression légitime et démocratique.

Question n°4

Q: Alors que nous parlons, une peine d'inéligibilité a été requise à l'égard de Marine Le Pen. La présidente des députés du RN encourt jusqu'à dix ans de prison et une amende d'un million d'euros. Êtes-vous inquiet pour la fondatrice de votre parti ?
R : Non, parce que je sais que Marine Le Pen est totalement innocente et qu'en réalité, cette procédure a pour objectif de l'empêcher d'être candidate à l'élection présidentielle, donc les Français ne sont pas dupes. En réalité, sur le fond de l'affaire, il y a une différence d'appréciation entre les partis politiques français et le Parlement européen sur le travail des assistants parlementaires. Et d'ailleurs, cette procédure en France, elle concerne le Rassemblement national, mais elle concerne aussi l'ex-majorité présidentielle et la gauche. Donc, à tour de rôle, nous défendons nos arguments et nous faisons valoir notre probité. Et la nôtre est totale.

Le journaliste résume la situation uniquement en termes de risques encourus par Marine Le Pen (« dix ans de prison », « un million d'euros », « inéligibilité »), sans rappeler les faits reprochés (emplois fictifs, détournement de fonds européens, etc.)[20]
Dans la réponse de Bardella, la justice française est évoquée uniquement à travers son interprétation complotiste (« procédure pour l'empêcher d'être candidate ») judiciaire. Parler de « différence d'appréciation (…) sur le travail des assistants parlementaires » réduit une affaire de détournement de fonds publics à un simple désaccord de gestion ou d'interprétation administrative.

Conclusions : banalisation de l'extrême-droite et de marginalisation de la contestation

Le cadrage de cet article, comme de la majeure partie des articles des autres médias grand public, a non seulement participé à **la normalisation de Jordan Bardella et de son parti** mais aussi **rendu secondaire ce qui relève pourtant de violations graves de droits fondamentaux** : atteinte à l'intégrité physique, traitements dégradants, atteinte à la liberté de manifester, d'informer et de s'exprimer, menaces de mort, insultes racistes et sexistes, vol de matériel de presse, etc. Ce choix éditorial contribue à normaliser la violence d'État, et à présenter la police avant tout comme une force de « maintien de l'ordre » face à des « casseurs », même quand des faits contraires sont documentés.

De plus, de manière générale, **la parole n'est pas donnée directement et largement aux organisateurices**. Les revendications des manifestant.es sont résumées en quelques mots (« protester contre la venue de Bardella », « dénoncer l'extrême droite »). Ne pas interviewer directement les organisateurs, c'est les priver du statut d'interlocuteurs légitimes. Par ailleurs, leur action est réduite à une réaction émotionnelle (« colère », « opposition à la venue de Bardella ») plutôt qu'à une position politique argumentée (analyse du RN, critique de la zone neutre, dénonciation des liens avec Orbán, etc.). La parole antifasciste reste ainsi cantonnée à des slogans ou à des formules très courtes, tandis que le discours de Bardella bénéficie d'un déploiement long en interview.

Enfin, cette séquence médiatique met aussi en lumière **l'uniformisation de l'information**, la majeure partie des articles concernant cette manifestation étant basés sur une dépêche Belga.

Un extrait d'un article du Soir publié le lendemain illustre bien ce double mouvement de banalisation de Bardella et de marginalisation de la contestation.

« Bardella, rentre chez toi ! » : le président du Rassemblement national chahuté à Bruxelles

Cheffe du pôle Culture
Par **Marine Buisson**

Publié le 14/11/2024 à 00:00 | Temps de lecture: 3 min

Vers 18 h 30, quelques manifestants ont tenté de forcer le barrage policier, avant que des agents de police ne dégainent matraques, gaz lacrymogène et jets d'eau sur la foule. Des pétards et des feux d'artifice ont ensuite été lancés par certains manifestants.

A l'intérieur de la Maison de Hongrie, l'ambiance est tout autre et le public au rendez-vous pour se faire dédicacer un exemplaire de *Ce que je cherche*, publié chez Fayard. Depuis le rachat du groupe Lagardère par Vivendi à l'automne 2023, la maison Fayard (groupe Hachette), est entrée dans le giron de Vincent Bolloré. Les préinscrits attendent sagement à l'intérieur pendant qu'une file compacte se forme à l'entrée du bâtiment. Joseph fait partie des privilégiés. Pour le Liégeois de 78 ans, trois exemplaires du bouquin sous le bras, la venue de Bardella à Bruxelles est un « autre signal d'espoir après la réélection de Trump ». Outre Joseph, le public est jeune, à l'image de celui que Bardella a réussi à séduire lors des dernières législatives. Tara, 18 ans, est belge. Elle apprécie « la personnalité, l'humour, le calme » du président du RN. Elle n'est pas « très fan du Vlaams Belang », allié belge du RN au Parlement européen : « Mais si je dois choisir je trouve que le MR est bien. »

« Quelques manifestants ont tenté de forcer le barrage policier, avant que des agents de police ne dégainent matraques, gaz lacrymogène et jets d'eau sur la foule »
Cette phrase légitime implicitement l'usage de la force : la police ne ferait que réagir. En ne confrontant pas cette version à d'autres témoignages et en n'interrogeant jamais la nécessité ni la proportionnalité de l'action policière, l'article contribue à présenter la répression comme normale et justifiée.
« L'ambiance est tout autre »
Cette formule suggère implicitement que l'intérieur, la Maison de Hongrie, est le lieu de la normalité, de la culture et de la civilité, tandis que l'extérieur, la rue, serait le lieu du désordre et de la violence, ce qui légitime symboliquement le dispositif policier qui protège cet « autre » monde.
« Les préinscrits attendent sagement »
Ceux de l'intérieur sont obéissants, patients tandis que ceux qui manifestent sont associés à la transgression et à la violence.
On crée ainsi un contraste entre « bons citoyens » qui font la file pour un livre et « fauteurs de trouble » dehors, sans jamais rappeler que la manifestation est un droit démocratique et que la répression a été violente.
« Elle apprécie la personnalité, l'humour, le calme du président du RN »
Mettre en avant la « personnalité, l'humour, le calme » de Bardella, via la parole d'une jeune admiratrice, contribue à la dédiabolisation : on ne parle plus de son projet politique mais d'un jeune leader « cool » et posé.
Le projet Bolloré
Certains médias précisent que le livre de Bardella est édité par une maison d'édition détenue par Vincente Bolloré sans toutefois préciser que le projet de Vincent Bolloré vise explicitement à construire un bloc médiatique et politique au service de l'extrême-droite, en normalisant les thèmes de l'extrême droite dans l'espace public.[21] Cette occultation participe d'une forme de dépolitisation du rôle des empires médiatique

Bibliographie

[1].K. Senhadji, « **Les nécessaires reconfigurations décoloniales du champ de l'antiracisme** », Politique. Revue de débat, 2020, en ligne :
[2] U. Palheta, « **Fascisation et stratégie** », Contretemps
https://www.contretemps.eu/fascisation-strategie-entretien-ugo-palheta/
[3] Ibid.
[4] B. Biard, « **Cordon sanitaire** », Vocabulaire politique, CRISP,
https://www.vocabulairepolitique.be/cordon-sanitaire/
[5] CDJ, «**La couverture des campagnes électorales dans les médias. Recommandation**», Les carnets de la déontologie n°11, 2e éd., janvier 2018
https://www.csa.be/elections/wp-content/uploads/sites/5/2019/02/11-carnet-election-2eme-edition-2019.pdf.
[6] E. Houard-Vial, « **Le cordon sanitaire, pensé comme une digue face aux idées d'extrême droite, s'affaiblit toujours plus** », Le Monde, 31 octobre 2025
https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/10/31/le-cordon-sanitaire-pense-comme-une-digue-face-aux-idees-d-extreme-droite-s-affaiblit-toujours-plus_6650347_3232.html.
[7] CRISP, « **Chambre des représentants** », Vocabulaire politique
https://www.vocabulairepolitique.be/chambre-des-representants/
[8] S. Gioe, « **Trois décennies plus tard : le plan en 70 points du Vlaams Blok** », Chronique de la Ligue des droits humains, n° 209, 2024
https://www.liguedh.be/wp-content/uploads/2024/12/4-Chronique-209.pdf
[9] CRISP, « **Conseil d'État** », Vocabulaire politique
https://www.vocabulairepolitique.be/conseil-detat/
[10] CDJ, « T**extes de référence – déontologie journalistique** »
https://www.lecdj.be/fr/deontologie/textes-de-reference/
[11] MOC Bruxelles, « **Lancement d'une Coordination Antifasciste de Belgique** », 17 février 2024,
https://mocbxl.be/lancement-dune-coordination-antifasciste-de-belgique/
[12] L. Delcourt, « **MCC Brussels, ou comment l'extrême droite pro-Orbán et pro-Trump s'organise pour changer l'Europe** », Observatoire des multinationales, 28 avril 2025
https://multinationales.org/fr/enquetes/deregulations-made-in-europe/mcc-brussels-ou-comment-l-extreme-droite-pro-orban-et-pro-trump-s-organise-pour.
[13]Conseil de déontologie journalistique, «**Plainte 24-42 – Divers c. G. Dos Santos / dhnet.be**», décision du 2 juillet 2025
https://www.lecdj.be/wp-content/uploads/CDJ-24-42-Divers-c-G-DosSantos-dhnet-be-decision-du-2juillet2025.pdf
[14] Collectif Antifasciste Bruxelles, publication Instagram, 12/11/2024
https://www.instagram.com/p/DCRNPf4Om12/
[15] E.Teicher, « **La « zone neutre » à Bruxelles : reliquat d'une conception périmée du maintien de l'ordre ?**», Analyse IHOES n° 210, Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale
https://www.ihoes.be/PDF/analyses/IHOES_Analyse210.pdf.
[16] **Extrait d'une réponse de Philippe Close** suite à une question relative à la solidarité avec le maire d'Istanbul et la communauté LGBTQIA+ de Budapest lors du conseil communal de la Ville de Bruxelles du 22 avril 2025
https://www.brussel.be/sites/default/files/5.%20Conseil%20communal%2022-04-2025.pdf
[17] CheckNews, « **Jordan Bardella a-t-il un des meilleurs taux de présence au Parlement européen, comme il l'affirme ?** », Libération, 19 avril 2024
https://www.liberation.fr/checknews/jordan-bardella-a-t-il-un-des-meilleurs-taux-de-presence-au-parlement-europeen-comme-il-laffirme-20240419_4A5ECGN3JNCXTK6HDCD5K2JT7A/.

[18] ZIN TV, « **Plaintes contre des violences policières suite à la venue de Jordan Bardella à Bruxelles** », 22 janvier 2025
https://zintv.org/plaintes-contre-des-violences-policieres-suite-a-la-venue-de-jordan-bardella-a-bruxelles/
[19] Bruxelles Dévie, « **Retour sur les violences policières lors de la mobilisation antifasciste contre la venue de Bardella à Bruxelles** », 16 décembre 2024
https://bruxellesdevie.com/2024/12/16/retour-sur-les-violences-policieres-lors-de-la-mobilisation-antifasciste-contre-la-venue-de-bardella-a-bruxelles/
20] Toute l'Europe, « **Qu'est-ce que l'affaire des assistants du RN au Parlement européen ?** »
https://www.touteleurope.eu/institutions/qu-est-ce-que-l-affaire-des-assistants-du-rn-au-parlement-europeen/
[21] A. Lévrier, « **Législatives : Bolloré, ses médias et l'extrême droite** », Mediacités / The Conversation, 18 juin 2024
https://www.mediacites.fr/paroles-dexperts/national/2024/06/18/la-crise-politique-que-nous-vivons-prouve-la-reussite-du-combat-civilisationnel-mene-par-vincent-bollore/